



## AVENANT n° 1 A LA CONVENTION RELATIVE A L'EXPLOITATION DU BARRAGE DE PEN-MUR A MUZILLAC

Entre

**Le département du Morbihan**, domicilié à l'hôtel du département – 2 rue de Saint-Tropez – CS82400 – 56009 Vannes Cedex, représenté par M. François GOULARD, agissant en qualité de président, spécialement habilité à l'effet des présentes par délibération de la commission permanente du conseil départemental en date du 07 juillet 2017,

Ci-après dénommé « **le département** », d'une part,

Et

**Le syndicat de l'eau du Morbihan**, domicilié au 27 rue de Luscanen – CS 72011 – 56001 Vannes, représenté par M. Aimé KERGUERIS, agissant en qualité de Président, spécialement habilité à l'effet des présentes par délibération du comité syndical en date du 30 juin 2017,

Ci-après dénommé « **l'exploitant** », d'autre part,

Et

**La commune de Muzillac**, domiciliée place de l'hôtel de ville, 56 190 Muzillac, représentée par M. Joseph BROHAN, agissant en qualité de maire, spécialement habilité à l'effet des présentes par délibération du conseil municipal en date du 06 juillet 2017,

Ci-après dénommée « **la commune** », d'autre part,

## **Préambule**

Le département du Morbihan a acquis le barrage de Pen-Mur à Muzillac en octobre 1997, avec l'étang et les propriétés attenantes, dans le cadre de sa politique en matière d'espaces naturels sensibles.

La commune de Muzillac est, quant à elle, propriétaire et gestionnaire de la route située sur la crête du barrage. Elle est également propriétaire du moulin à papier et en avait confié la gestion à une personne privée par le biais d'un bail qui a pris fin en 2015.

Enfin, le syndicat de l'eau du Morbihan exerce les compétences « *production* » et « *distribution* » de l'eau depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012 et assure, à ce titre, la gestion de la prise d'eau dans l'étang de Pen-Mur.

Le barrage de Pen-Mur a été classé en catégorie D par arrêté préfectoral du 7 mai 2010, en application des articles L. 211-3, R. 214-112 à R. 214-47 du code de l'environnement. Dans ce cadre, le département du Morbihan, propriétaire du barrage, était notamment tenu d'élaborer un document « *décrivant l'organisation mise en place pour assurer l'exploitation et la surveillance de l'ouvrage* ». Ce document figure en annexe (document de consignes d'exploitation et de surveillance du barrage mis à jour en octobre 2016). À noter que la modification de la réglementation en mai 2015 devrait conduire le service de contrôle à un reclassement en C.

Au vu de l'intérêt de la retenue de Pen-Mur pour la production d'eau potable, de l'enjeu pour une gestion optimisée des ressources en eau et de la nécessité d'une gestion cohérente et coordonnée de l'ensemble du barrage, le syndicat de l'eau du Morbihan est apparu comme l'intervenant le plus pertinent pour assurer l'exploitation de l'ouvrage et de ses organes. Les « *organes* » du barrage ainsi dénommés regroupent l'ensemble des ouvrages hydromécaniques (évacuateur central, évacuateur en rive droite, évacuateur en rive gauche, vanne d'alimentation du moulin), la passe à poisson et les dispositifs d'auscultation imposés par l'arrêté préfectoral susvisé.

Une convention tripartite avait donc été signée entre le département, Eau du Morbihan et la commune de Muzillac, le 20 juillet 2012. En application de l'article 8 de la convention prévoyant explicitement un avenant pour la prolonger, et quelques ajustements techniques étant apparus concernant la gestion des ouvrages, la signature du présent avenant s'avère nécessaire.

De plus, des travaux de sécurisation ayant été réalisés sur le barrage depuis 2012, les documents annexés (synthèse de consignes et document de consignes) ont été mis à jour et doivent être intégrés à ladite convention.

**Ceci étant exposé, il a été convenu ce qui suit :**

### **Article 1 :**

Les articles ci-après de la convention du 20 juillet 2012 sont modifiés comme suit :

#### **✓ Article 3 – Obligations de l'exploitant**

Au titre de la présente convention, le syndicat de l'eau du Morbihan est désigné comme exploitant du barrage.

Dans ce cadre, il s'engage à assurer les missions d'entretien, de maintenance et de surveillance du barrage et de ses organes, conformément aux prescriptions et aux fréquences définies **aux chapitres 3 et 4** du document figurant en annexe, à savoir notamment :

- l'entretien courant du barrage et de ses organes, le nettoyage des équipements (selon les prescriptions des constructeurs) ;

- l'entretien de la végétation ;
- la vérification périodique du bon fonctionnement des dispositifs de commande, et les dépannages le cas échéant ;
- la manœuvre régulière des ouvrages hydromécaniques conformément aux prescriptions et aux fréquences définies au chapitre 3.2. du document annexe ;
- les visites de surveillance mensuelles du barrage et de ses organes ;
- l'organisation de visites supplémentaires avec le prestataire chargé du suivi technique et le département suite à un évènement particulier (crue significative, crue exceptionnelle, séisme) ;
- **la manœuvre des vannes en période de crues et l'organisation d'astreintes lors d'évènements particuliers.**

L'exploitant s'engage également à :

- mesurer périodiquement les instruments d'auscultation et vérifier leur bon fonctionnement (leviers des piézomètres et mesures des débits de fuites, hors leviers topographiques qui relèvent de la responsabilité du département) et à communiquer les données au département ;
- communiquer au département les rapports de visites, les synthèses annuelles et toutes les informations disponibles concernant les ouvrages suivis ;
- tenir à jour le registre du barrage ;
- signaler au département toute défectuosité, panne ou mauvais état d'un ouvrage et lui soumettre des propositions en vue de sa restauration ;
- signaler au département toute autre anomalie constatée ;
- **rédiger les rapports de surveillance visés au chapitre 5 du document figurant en annexe.**

L'exploitant n'est pas tenu aux grosses opérations d'entretien telles qu'elles sont énumérées à l'article 2.

#### ✓ Article 4 – Obligations de la commune

Conformément à ses obligations prévues par ailleurs, la commune assurera l'entretien de la chaussée sur la crête du barrage de Pen-Mur, des voies d'accès au site, du parking du moulin pour préserver l'intégrité et la pérennité de la chaussée et assurer la sécurité des usagers de la voie. **La commune assurera également l'entretien de la végétation sur ses propriétés attenantes pour préserver l'intégrité du pied aval du barrage.**

En cas de travaux d'entretien ou de réparations sur le barrage, elle assurera la signalisation temporaire nécessaire, les restrictions de circulation et/ou les fermetures temporaires de la voie.

Par ailleurs, conformément au niveau d'intervention n°2 précisé à l'article 4.3 du document annexe (risque de submersion de la voirie), la commune s'engage à déclencher les mesures indispensables à l'information des riverains et à la fermeture de la circulation, en veillant à la signalisation adéquate.

La commune a confié, par délibération du conseil municipal en date du 23 février 2012, l'exploitation (manœuvre et entretien courant) de la vanne d'alimentation du moulin à l'exploitant du barrage. Les documents contractuels liant la commune avec le locataire du moulin devront être mis en adéquation avec les principes d'exploitation du barrage dans le cadre de la gestion de l'eau potable.

En cas de litige avec le locataire du moulin, la commune reste le seul responsable.

En cas de vente du moulin à un tiers, les signataires de la présente convention devront impérativement être informés, pour définir les nouvelles modalités de répartition des responsabilités et obligations du futur propriétaire et mettre à jour la présente convention le cas échéant.

## **Article 2 – Durée**

La durée de la convention du 20 juillet 2012 est prolongée de **5 ans**.

## **Article 3 – Modification des annexes**

Les annexes techniques (tableau de synthèse des consignes d'exploitation et document de consignes d'exploitation et de surveillance du barrage) sont mises à jour conformément aux annexes du présent avenant.

## **Article 4 – Autres dispositions**

Les autres dispositions non modifiées de la convention du 20 juillet 2012 restent et demeurent inchangées.

Fait à VANNES, le

Pour le département du Morbihan,  
Le Président du Conseil départemental

François GOULARD

Pour Eau du Morbihan,  
Le Président du syndicat

Aimé KERGUERIS

Pour la commune de Muzillac,  
Le Maire

Joseph BROHAN



## **MISE A JOUR DES ANNEXES TECHNIQUES**

### **A L'AVENANT A CONVENTION D'EXPLOITATION DU BARRAGE DE PEN-MUR**

**ENTRE LE DEPARTEMENT DU MORBIHAN, LE SYNDICAT DE  
L'EAU DU MORBIHAN, ET LA COMMUNE DE MUZILLAC**

**Tableau de synthèse des consignes d'exploitation et de surveillance**

**Document de consignes d'exploitation et de surveillance du barrage**